

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 11 avril 1978

La séance est ouverte à 2 heures.

l'on filme une partie de nos délibérations dans ce but, aujourd'hui seulement.

* * *

● (1407)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

FEUILLETON—ABSENCE D'INSCRIPTION DU BILL C-45

M. l'Orateur: Avant de mettre en discussion les motions proposées en vertu de l'article 43 du Règlement, puis-je signaler aux députés qu'hier, sous la rubrique Dépôts de bills, le bill C-45, tendant à pourvoir à la poursuite du service postal normal, a été présenté et lu pour la première fois et qu'il a été décidé que la deuxième lecture aurait lieu à la séance suivante de la Chambre. Malheureusement, par mégarde et en raison d'une erreur administrative de notre part, l'article concernant la deuxième lecture et le renvoi du bill ne figure pas sous les ordres émanant du gouvernement dans le *Feuilleton* d'aujourd'hui.

Par conséquent, voici l'article n° 45 qui devrait figurer sous les bills émanant du gouvernement (Communes) dans le *Feuilleton* d'aujourd'hui:

N° 45

10 avril 1978—Deuxième lecture et renvoi au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration du bill C-45, loi pourvoyant à la poursuite du service postal normal—*Le ministre du Travail.*

Par conséquent, j'ai donné des instructions pour que le *Feuilleton* soit rectifié par la présente addition de l'article n° 45.

Deuxièmement, j'aimerais signaler aux députés la présence d'une caméra dans la tribune. C'est à cause de la réalisation d'un film commencé l'été dernier lorsque la Chambre des communes a subi des transformations, notamment le réaménagement des fauteuils et l'instauration des installations de télédiffusion. A ce moment-là, nous avons commencé à filmer toutes ces activités à l'intention de la postérité. Je pense que ce film constituera une acquisition très utile pour les Archives du Canada.

Je me suis rendu à la demande des réalisateurs de ce film, après avoir consulté les leaders à la Chambre de tous les partis, et j'ai accepté que ce film se termine sur un débat à la Chambre telle qu'elle est maintenant. J'ai donc accepté que

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA PARTICIPATION DES FEMMES ET DES JEUNES À LA VIE ACTIVE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, j'invoque l'article 43 du Règlement. Comme le gouvernement continue de rejeter le blâme de son incapacité à venir à bout du chômage sur la participation des femmes et des jeunes à la vie active et comme, hier soir, lors de la présentation du budget, le ministre des Finances (M. Chrétien) a précisément fait allusion à la participation des femmes à la vie active depuis 1970 pour expliquer les problèmes que nous avons connus l'an dernier, je propose donc, appuyé par le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald):

Que cette Chambre rejette une fois pour toutes l'idée que la participation des femmes et des jeunes à la vie active est une cause fondamentale du chômage.

M. l'Orateur: Pour que cette motion soit mise en délibération, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA PRÉTENDUE INUTILITÉ DES MESURES BUDGÉTAIRES POUR AMÉLIORER L'ÉCONOMIE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je prends également la parole en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement. Depuis que le budget a été présenté hier soir, la valeur du dollar canadien a encore baissé au cours des transactions du début de la journée, les titres de la compagnie Imperial Oil ont augmenté de 50c. l'action et le chômage a atteint un nouveau sommet, 1,6 millions de Canadiens étant sans travail. Je propose donc, appuyé par le député de Winnepeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Que la Chambre presse le ministre des Finances, qui a prôné dans son budget d'hier soir l'acceptation de nos responsabilités, de mettre ses principes en pratique, d'assumer au nom de son gouvernement la responsabilité de la création de ce gâchis et de reconnaître que son nouveau budget a déjà été jugé, tant au pays qu'à l'étranger, comme un échec total, impropre à nous sortir de ce gâchis.

M. l'Orateur: Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.